

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél. : 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie

rouge

JEUDI
12 AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 lire
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS



Felipe Gonzalez, secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, à droite sur notre photo, en compagnie de Camacho lors du dernier récital du chanteur Raimon à Madrid

LE COMPROMIS ESPAGNOL

La « rupture démocratique » a commencée à être négociée hier en Espagne, entre le gouvernement et l'opposition.

C'est ce qui ressort des déclarations qu'a faites le secrétaire général du PSOE, Felipe Gonzales à l'issue de son entrevue avec le Premier Ministre espagnol Adolfo Suarez.

Cet entretien aurait permis, selon Felipe Gonzales, de dégager une « identité d'objectifs : à savoir l'instauration d'un régime vraiment démocratique en Espagne avec la participation de tous les partis politiques, communiste compris, sans aucune limitation arbitraire ».

Felipe Gonzales a été catégorique sur « l'identité de vues » entre les deux parties. Il a présenté Adolfo Suarez comme un homme réaliste désireux de parvenir le plus tôt possible, en respectant la procédure légale, à un « processus de réformes institutionnelles ». « Nous nous appelons cela une rupture démocratique mais les termes importent peu. Chacun doit présenter son projet à sa manière en tenant compte des audiences respectives ». Le leader socialiste a déclaré que Suarez était persuadé de pouvoir réunir au sein des Cortes la majorité des deux tiers nécessaire pour la réforme. « En cas de refus des Cortes, le gouvernement paraît prêt à adopter des mesures plus radicales ».

Felipe Gonzales estime que les principes arrêtés mardi soir avec Adolfo Suarez seront acceptés par les

autres composantes de la Coordination Démocratique, pour entamer les négociations, « sans exclusive, bien que certaines formes devraient être respectées, aussi longtemps que les partis membres de la coordination ne seront pas autorisés ».

« Nous sommes entrés dans une dynamique nouvelle », a ajouté le secrétaire général du PSOE. Selon lui le gouvernement est prêt à laisser à tous les partis sans exception « une liberté d'action totale ». Le gouvernement soumettrait avant la fin de l'année au référendum les principes de la réforme constitutionnelle instituant un système bicaméral élu au suffrage universel et proposant la liberté syndicale. Les élections auraient lieu avant juillet 1977.

LIRE PAGE 3

LIBAN

Tall el Zaatar résiste toujours mais les populations musulmanes fuient la zone des combats, ce qui accélère le phénomène de partition du Liban

LIRE PAGE 3

IRLANDE

Pour s'opposer aux activités de plus en plus dures des nationalistes irlandais, la bourgeoisie renforce son appareil répressif

LIRE PAGE 2



haro sur les salariés

Le franc se prend pour un bouchon, il ne cesse de flotter au jour le jour. Et les eaux sont au plus bas. Hier, il a frôlé la barre des 2F pour un mark ; on n'avait jamais encore vu ça.

Mais derrière tout ce remue-ménage des financiers, c'est une rentrée sociale « de choc » que l'on nous prépare dans les couloirs. Vous voulez connaître les « vrais responsables » ? Sans hésitation, on vous répondra : les salariés.

On sait que le gouvernement entend lancer « en grande pompe » à la rentrée sa « politique de modération des revenus » : « il y aurait en même temps une intense préparation psychologique de l'opinion, un vaste effort d'information » dit-on dans les ministères. On y vient : « la hausse des salaires reste forte en France » dit Le Monde, « c'est toute une politique nouvelle qui s'impose : plus ferme, plus énergique » répondent Les

Echos. Chirac ne perd pas une minute, il a reçu hier F. Pécresse, vice-président du CNPF, celui-là même qui vient de déclarer : « la lutte contre l'inflation doit passer par la limitation des salaires ». Vous entendez bien, la crise du franc, l'inflation c'est de votre faute, celle des salariés. Péchiney peut augmenter son chiffre d'affaires de 15 % en 6 mois et signer de juteux contrats avec les USA portant sur 40 millions de dollars, c'est une « victime » de ses salariés.

Tout cela vient de loin. L'économie française va très mal pour tout dire. L'OCDE prévoit qu'elle sera dans la voiture-balai de la reprise économique. Les indices en sont nombreux : ralentissement de la croissance de la production (4,5 % par an au lieu de 9,25 dans les 6 premiers mois) ; persistance du million de chômeurs ; accélération de l'inflation (13,3 % en un

an, sans compter les hausses d'août sur le lait, le timbre, le pain etc...la « libération » des loyers anciens pour bientôt) ; déficit croissant du commerce extérieur (même pour l'automobile, un des fleurons !) ; baisse de l'investissement des entreprises (-2 %), celles-ci se contentant de renouveler leurs machines sans créer d'emplois.

Le plan de relance de septembre 75 est bien fini. La France retombe dans le « trou ». Les remèdes ne sont pas simples : la dévalorisation actuelle du franc (il peut encore perdre 6 %) ne fouettera pas les exportations et renchérit les importations qui ont coûté 60 % de plus en 75. Bloquer les prix ? Les patrons ne veulent pas en entendre parler ; ils licencieront et diminueront encore leurs investissements. Bloquer la consommation des ménages ? C'est « le moteur essentiel de la reprise de l'activité ». D'autant plus

dangereux que l'Etat veut combler son « déficit budgétaire », en sabrant les budgets de l'éducation et de l'équipement (le bâtiment ira encore plus mal).

La seule solution, celle que réclame à corps et à cris patrons et experts, OCDE et gouvernement, c'est le « blocage des salaires ». Et de s'en prendre aux « salaires horaires » qui auraient augmenté de 16 % en un an, sans dire que le temps de travail a diminué, sans parler du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, ni de l'inflation. Et de nous présenter des modèles : les syndicats allemands, anglais, belges et même italiens...bien plus raisonnables et résignés. « Le gouvernement est persuadé que, pris individuellement, le plus grand nombre des Français comprendra la nécessité d'une

auto-régulation et d'une auto-discipline ». Voilà le fin mot de l'histoire : isoler les travailleurs.

Et l'on comprend pourquoi Ceyrac est contre un « Grenelle-bis » pourquoi le pouvoir prévoit un plan « d'accords par branches » qui « récompenserait l'auto-régulation des salaires par certains avantages sélectifs (fiscalité, crédit) dans certains coins et qui pénaliserait les « mauvais : secteurs, ceux où les patrons ne résisteraient pas suffisamment aux syndicats ».

Concertation, contractualisation, division. Ce sont des mots que l'on connaît bien. C'est oublier qu'à l'auto-régulation, l'auto-discipline, la classe ouvrière répond par l'auto-défense de son pouvoir d'achat, l'auto-organisation de ses luttes.

Alain Sullivan

ARGENTINE : 4 MOIS APRES LE COUP D'ETAT MILITAIRE

REALITES ET ENJEUX

Il y aura bientôt cinq mois, les militaires argentins prenaient le pouvoir à Buenos Aires. Dans l'indifférence quasi-générale, sans opposer de véritable résistance, le régime péroniste qui avait soulevé tant d'illusions parmi les masses argentines, disparaissait.

L'incohérence et l'incompétence, la corruption et le scandale qui tenaient lieu de système de gou-

vernement à Isabel Péron leur a grandement facilité la tâche. « Le 24 mars, le pouvoir était comme un fruit mûr qu'il fallait cueillir » dira l'un des généraux artisans du coup d'état...

Cette « cueillette » a pourtant signifié un tournant radical et sans doute décisif dans la vie politique argentine.

Si les mythes engendrés par le péronisme

avaient été enterrés avec le général Péron il y a trois ans, le mouvement péroniste, toutefois, lui avait tant bien que mal survécu. Le coup d'Etat a brutalement et définitivement mis fin à cette survivance.

Trois décades de l'histoire argentine, dominées par le populisme péroniste, se sont terminées ce 24 mars...

La signification et les conséquences du coup d'Etat vont bien au delà - malheureusement - de cette donnée « historique ». Pour les forces armées argentines, le renversement de ce qui subsistait du régime péroniste n'était qu'un préliminaire rapidement réglé. L'essentiel était ailleurs...

Sortir l'économie argentine du chaos, remettre sur pied l'appareil productif, rétablir l'ordre sous toutes ses formes et cela de façon durable, impliquait, la mise au pas de la classe ouvrière. Et, s'agissant d'une classe ouvrière comme celle de l'Argentine, jusqu'alors la plus organisée et la plus combative du continent latino-américain, cette mise au pas ne peut se faire qu'en infligeant aux travailleurs argentins une défaite ou une série de défaites de grande envergure.

Mettre au pas la classe ouvrière...

C'est l'objectif que s'est fixé la junte au pouvoir à Buenos Aires - quelles que soient les nuances qui se sont manifestées ou pourront se manifester en son sein.

Il n'y a là rien de très nouveau ni de très original. Voilà plus de vingt ans, depuis qu'en 1955 elle a renversé le premier gouvernement péroniste, que la grande bourgeoisie argentine considère cette mise au pas indispensable au bon fonctionnement de son système...

C'est déjà avec cet objectif qu'en 1966 les militaires, garants et piliers de ce système, instaurèrent une dictature, celle que présidait le général Onganía. C'est parce que cette première tentative a échoué parce que, loin d'avoir été défaite la classe ouvrière a, au contraire, développé sa combativité et son degré de mobilisation durant les années 1966-72 que le recours à Péron et au péronisme s'était imposé.

Le prestige de Péron parmi les travailleurs, conjugué au poids d'une bureaucratie syndicale corrompue mais puissante, et entièrement soumise à sa personne, devait permettre de canaliser la combativité ouvrière, dans le cadre d'un « pacte social » pour l'essentiel favorable à la bourgeoisie argentine. Là encore, ce fut l'échec. Et, lorsque impuissant à canaliser les aspirations des travailleurs, le régime péroniste tenta durant ces derniers mois d'existence, par une série de plans économiques jamais réalisés, de mettre au pas les travailleurs, ce fut la crise. La riposte des travailleurs fut immédiate et massive, comme lors de la grève générale de juillet 1975 qui déborda complètement l'appareil syndical. Un appareil syndical écartelé entre un pouvoir politique dont il était un pilier essentiel, dans le cadre du mouvement péroniste, et une classe ouvrière qu'il ne pouvait affronter brutalement et globalement sans perdre ce qu'il lui restait d'influence sur elle. Le rôle « historique » du péronisme, d'un péronisme en pleine décomposition était achevé.

Le retour des militaires

Cette alternative disparue, le retour des militaires s'imposait d'autant plus aux yeux de la bourgeoisie que la banqueroute économique était proche.

Ce retour après l'échec du péronisme ne pouvait donc signifier



autre chose qu'une nouvelle tentative de mise au pas de la classe ouvrière - bien que certains - tels le Parti Communiste argentin - aient placé, aux lendemains du 24 mars, quelques espoirs dans la bonne volonté de certains généraux. Si les militaires argentins ont appris de l'échec du péronisme, ils ont aussi appris de leurs propres échecs entre 1966 et 1972. Ils ont également appris de l'expérience de leurs collègues brésiliens et chiliens. Ils savent - et certains n'hésitent pas à le dire haut et fort - qu'ils n'infligeront pas une défaite à la classe ouvrière par des demi-mesures.

Ils doivent faire - et ils font - ce qu'ont fait les militaires chiliens en 1973 : détruire le mouvement ouvrier organisé et éliminer physiquement son avant-garde et ses éléments les plus combattifs. La vraie différence d'avec le Chili de 1973, réside dans le caractère même du mouvement ouvrier organisé en Argentine et dans la nature de son avant-garde, et non pas dans les objectifs et dans les méthodes des militaires, qui sont les mêmes.

Tandis qu'au Chili l'essentiel du mouvement ouvrier organisé se regroupait au sein et derrière les partis de l'Unité Populaire, en Argentine, c'est l'appareil syndical d'obédience péroniste qui étendait jusqu'il y a peu, son contrôle sur la majorité de la classe ouvrière. Et, les secteurs en rupture avec cet appareil syndical, nombreux et combattifs, restaient hétérogènes, souvent confus et surtout peu coordonnés entre eux.

Profitant du discrédit généralisé

du péronisme et des divisions au sein de l'appareil syndical en crise et miné par les luttes de clans et la corruption, les militaires argentins ont pu entamer leur appareil de destruction du mouvement ouvrier organisé et des conquêtes de la classe ouvrière, en faisant l'économie des massacres qui ont immédiatement suivi le coup d'Etat chilien. Mais le bilan pratique et immédiat est aujourd'hui aussi lourd pour les travailleurs argentins qu'il ne l'était quelques mois après septembre 1973 pour les travailleurs chiliens. Les libertés syndicales réduites à rien, droit de grève supprimé, et pouvoir d'achat réduit de 55% selon les statistiques officielles...

Une grave défaite

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir dans ce premier bilan une grave défaite pour la classe ouvrière argentine.

Certes cette défaite, pour considérable qu'elle soit, n'est pas le produit, comme ce fut le cas au Chili, d'un écrasement sanglant de la classe ouvrière ; la décomposition, les limites politiques et le discrédit de la bureaucratie syndicale dominée par le péronisme ayant facilité la tâche des militaires.

Sans être intactes, les possibilités de récupération du mouvement ouvrier continuent d'exister. La résistance sourde et diffuse qui se manifeste à travers les nombreux actes de sabotage ou la volonté de lutte qu'ont manifesté les travailleurs de l'industrie automobile en

déclenchant des grèves illégales en sont la preuve.

Mais pour que cette résistance, cette volonté de lutte se transforme en un puissant mouvement contre la dictature, bien des conditions restent à réunir.

Or, c'est à ce niveau que, plus que jamais, la contradiction essentielle du mouvement ouvrier argentin - grande tradition d'organisation, grande combativité mais relativement faible niveau de conscience politique produit par trente années de tradition populiste - va peser de tout son poids.

L'objectif que les secteurs les plus conscients et les plus combattifs du mouvement ouvrier argentin ont rompu avec le péronisme et sa bureaucratie syndicale, n'avaient pas encore réussi à atteindre avant le coup d'Etat - la constitution d'un pôle et d'une direction ouvrière « classiste » alternative au populisme péroniste - est plus que jamais à l'ordre du jour.

Mais, malgré l'effondrement de la bureaucratie péroniste, la tâche, en cette période de recul du mouvement ouvrier, est plus difficile qu'auparavant.

C'est d'ailleurs pour tenter de rendre impossible un tel processus que la sauvagerie répressive des militaires argentins s'exerce de façon sélective contre les travailleurs combattifs, les syndicalistes « classistes » qui avaient pris leurs distances de la bureaucratie syndicale l'avaient combattue.

C'est par milliers que se comptent les morts, les disparitions, les mises en prison, ou en camp d'internement de ceux qui furent à l'avant-garde des luttes du prolétariat argentin.

C'est contre leurs familles que s'exercent les chantages les plus odieux et les sévices les plus atroces.

Cette répression égale en intensité celle directement dirigée contre les organisations d'avant-garde ou qui mènent une lutte armée contre le régime, l'objectif étant finalement le même : étouffer, réduire à néant toute possibilité de riposte ouvrière d'envergure, toute velléité d'organisation autonome des travailleurs.

Les points marqués par la dictature dans ce combat jusqu'alors très inégal, sont en quelques mois considérables.

Tout faux triomphalisme dans un tel contexte est, au mieux suicidaire, au pire criminel.

La longue, difficile et périlleuse résistance dans laquelle s'engagent les travailleurs argentins requiert une solidarité internationale active, puissante et massive.

Les graves revers déjà subis peuvent très rapidement se transformer en une défaite historique semblable à celle du Chili.

Pour l'ensemble du continent sud-américain tout ceux qui, dans le monde, ne sont pas résignés face à cette montée de la barbarie, l'enjeu est considérable.

Le 8 août 1976
Jean-Pierre Beauvais

ITALIE

Un plat de lentilles

Le gouvernement minoritaire démocrate-chrétien est donc installé avec l'abstention du Parti communiste et du Parti socialiste, et fort des garanties de modération données par les directions syndicales. Quelques mois à peine après la plus grave crise politique que la bourgeoisie italienne ait connue sous les coups de boutoir des mobilisations ouvrières, Andreotti aura réussi le tour de force d'obtenir la complicité des organisations ouvrières en ne faisant de concessions ni sur le programme, ni sur la formule gouvernementale.

Sur le programme d'abord. C'est la première fois depuis de nombreuses années que la bourgeoisie annonce aussi clairement ses objectifs anti-populaires : réduction des dépenses publiques, hausse des tarifs des services, attaque à l'échelle mobile, frein à la dynamique salariale, lutte contre l'absentéisme. Sur la formule gouvernementale ensuite : Andreotti n'aura même pas demandé explicitement l'abstention des partis ouvriers et principalement du PCI, il se sera contenté de faire appel à leur « esprit de collaboration ».

Pour justifier leur abstention, les Communistes ont expliqué que, en l'acceptant, la DC reconnaissait « la force et l'influence du PCI ». Pour le plat de lentilles de la présidence de la Chambre et de quelques commissions parlementaires, les dirigeants communistes tentent de brader, au-delà de la force électorale de leur parti démontrée le 20 juin dernier, la force que le mouvement ouvrier italien a manifestée depuis plus de huit années de lutte.

S'il ne s'agit pas du fameux compromis historique, on retrouve pourtant la même logique : celle de la collaboration de classe, qui est celle des concessions permanentes. « Le souci de donner un gouvernement au pays est certes celui des démocrates-chrétiens, mais c'est aussi celui du Parti communiste » déclarait mardi Berlinguer devant le Parlement. Mais la Démocratie-chrétienne, le parti de la bourgeoisie italienne, veut donner au pays un gouvernement capable de répondre aux exigences du grand patronat, qui passent par la mise au pas des travailleurs. Si elle a sollicité, sans la demander, l'abstention du PCI, si elle a consulté les confédérations syndicales, c'est parce qu'elle espère en échange que les directions réformistes feront taire les revendications ouvrières. Si l'aggravation de la situation économique et sociale acculait la bourgeoisie à intégrer directement le PCI dans le gouvernement, ce serait dans le même espoir qu'il se montre capable de mater les travailleurs.

Seuls les députés d'extrême-gauche (Démocratie prolétarienne et le Parti radical) ont opposé un non catégorique mercredi au gouvernement bourgeois de Giulio Andreotti en appelant les travailleurs à lutter dès maintenant contre ces mesures anti-populaires. Certes, la trahison des directions réformistes rend la tâche des révolutionnaires difficile mais d'autant plus nécessaire. Malgré sa désorientation politique, la classe ouvrière italienne garde sa combativité intacte. Après l'intermède parlementaire de cet été 1976, la parole lui revient.

Anna Libera

ESPAGNE

LE COMPROMIS ESPAGNOL

LES JEUX ETRANGES DU PSOE

Tout prévisible qu'il était, l'événement reste d'importance. « L'identité de vue » qui est apparue après trois heures de dîner face à face entre Adolfo Suarez et Felipe Gonzales marque le début d'une nouvelle période en Espagne : celle de la mise en liquidation définitive de l'édifice institutionnel archaïque fondé par le Caudillo. L'ouverture de la négociation entre le gouvernement et l'opposition sur les conditions de la « rupture démocratique », c'est aussi l'échec de la tentative menée de concert par Juan Carlos, Arias Navarro et Fraga Iribarne de réformer de l'intérieur le régime, d'en gommer les aspects les plus baroques, tout en maintenant à l'écart l'essentiel du mouvement ouvrier organisé.

Paralysé par le poids en son sein des irréductibles de la « Croisade », de tous ceux qui n'avaient rien appris et rien oublié, le régime a été submergé par la vague irrésistible et croissante des mobilisations. Le Juan-franquisme n'a pas passé l'été. Le petit roi, qui tient sa couronne du despote sanglant, a genou en terre ; mais il est curieux, inquiet même, de voir certains se précipiter et lui offrir un prie-dieu.

Dans le même temps où il reconnaît cette « identité de vue » en-

tre Suarez et lui, Felipe Gonzales se démarque autant que faire se peut des communistes. En expliquant d'abord que l'unité d'action avec le PCE n'est pas chose éternelle : « nous assistons actuellement en Europe à une tentative des communistes d'occuper l'espace politique des socialistes. » Et d'ajouter : « une fois établis les principes du jeu politique démocratique en Espagne, les mêmes pour tous, nous défendrons notre terrain et nous le dégagerons s'il est occupé... » Singulière résonance portugaise du propos. Déjà, le secrétaire général du PSOE avance ses pions et donne des gages : son parti, ne s'opposera pas à ce que l'actuel gouvernement reste aux affaires jusqu'aux élections, alors que le PCE n'a cessé d'exiger la constitution d'un « gouvernement provisoire de large représentation populaire ». Ensuite Felipe Gonzales s'est déclaré hier partisan d'étendre encore à droite la Coordination démocratique qui n'en peut déjà mais. Y compris en racolant des hommes directement liés au régime comme Joaquin Garrigues.

Ces jeux bien particulier du PSOE ne surprennent qu'à demi. On se rappelle le traitement particulier qui a été réservé à ce parti depuis quelques mois par les « réformistes » du régime et même par Arias Navarro. Quelques semaines avant que

l'assemblée générale des commissions ouvrières soit interdite, le congrès de l'UGT avait été toléré à Madrid. Aujourd'hui encore les projets les plus élaborés de liquidation du syndicat corporatiste prévoient la création pour un temps d'un Conseil économique et social qui institutionnaliserait en les reconnaissant la division qui existe entre les syndicats clandestins, UGT, USO et Commissions Ouvrières.

Présenté comme l'homme charnière de la négociation, de la « rupture démocratique », Felipe Gonzales va tenter sans doute d'utiliser cet avantage de situation pour hâter le regroupement autour de son parti de la comète des socialistes espagnols. Notamment tous ses projets d'avenir dépendent de la capacité qu'aura un PSOE encore réduit numériquement, de regrouper derrière lui les partis socialistes des diverses nationalités, basques, catalanes, galiciennes.

Et même si cela était, Felipe Gonzales aurait tort de trop rêver à la bonne fortune de son homologue portugais. En Espagne, ce ne sont ni des capitaines, ni des diners en ville qui ont fait plier la dictature. Mais la classe ouvrière et des peuples opprimés. La différence est décisive.

Elle porte notre espoir.
Michel Rovère

IRLANDE

RENFORCEMENT DE L'APPAREIL REPRESSIF

La tension demeure forte à Belfast ou des fusillades ont eu lieu tout au cours de la nuit. Aujourd'hui doit se dérouler la marche des « apprentis de l'Ordre Orange » qui donne lieu traditionnellement à une forte mobilisations des unionistes à Londonderry.

Brian Faulkner, dirigeant du parti unioniste d'Ulster propose de réintroduire l'internement administratif, c'est-à-dire l'emprisonnement dans des camps de concentration sans procès et pour une durée indéterminée. L'internement avait été introduit il y a 5 ans mais, face aux mobilisations de la population catholique, le gouvernement britannique avait dû l'abolir il y a un an.

Le gouvernement d'Irlande du Sud, toujours plus à la botte de l'impérialisme britannique, envisage également de renforcer sa législation « anti-terroriste ». Le Parlement a été convoqué pour le 31 août à cet effet. Incapable de proposer des mesures pour faire face à la crise économique et au chômage endémique, le gouvernement d'Irlande du Sud veut saisir l'occasion de la lutte anti-terroriste pour renforcé son arsenal répressif qui ne vise pas seulement les organisations para-militaires, mais également les organisations ouvrières en général.

N'a-t-on pas vu récemment les officiers de la Special Branch (police anti-terroriste) surveiller

une manifestation syndicale contre le chômage ou la dernière réunion du conseil syndical de Dublin ? Le mouvement ouvrier traditionnel ne semble pas prêt à riposter à ces menaces. Le porte-parole du Parti Travailliste irlandais, qui fait partie

de la coalition gouvernementale, a en effet déclaré :

« Je crois que le Parti Travailliste soutiendra l'adoption de mesures visant à protéger le peuple contre les conspirateurs meurtriers ».

PORTUGAL

MOBILISATION CONTRE MONOCLE

A Lisbonne, selon notre envoyé spécial Charles Michaloux, le bruit court avec insistance sur la libération imminente de l'ex-général Spínola qui avait été interpellé à sa descente d'avion mardi matin puis emmené au Fort - prison de Caxias pour y être interrogé par le juge d'instruction militaire.

Pourtant « un ou plusieurs éléments nouveaux » auraient interdit que soit signé dans la matinée d'hier la levée d'échec. On pense généralement que ces « éléments nouveaux » pourraient provenir des découvertes faites par les services de police dans leur enquête sur le réseau terroriste d'extrême droite dont 9 membres ont été arrêtés dimanche (cf. Rouge d'hier). De source officielle en effet, des documents politiques auraient été découverts au domicile de certains des poseurs de bombes. Une personnalité politique de premier plan serait même impliquée. Il est possible que certains documents prouvent de manière irréfutable la liaison entre ce réseau terroriste, qui a effectué plus de cent attentats causant la mort de 6 personnes, et le Mouvement Démocratique de Libération du Portugal (MDLP) fondé et dirigé par Spínola en exil. A Lisbonne, le retour de Spínola continue de soulever des vagues. Le Parti Communiste et l'Intersyndicale ont violemment protesté contre le retour de l'homme clé des coups

d'Etat manqués du 28 septembre et du 11 mars. Mais aucune action n'est envisagée pour l'heure par ces organisations. Alors que Mario Soares s'était prononcé il y a quelques semaines, pour le retour de l'homme au monocle, l'actuel premier ministre a jugé « inopportune » l'arrivée impromptue de l'exilé... en plein milieu du débat parlementaire sur le programme du gouvernement socialiste minoritaire. Mardi soir, le débat télévisé entre le porte-parole du Conseil de la Révolution, le capitaine Sousa e Castro, et le directeur du quotidien A Luta, le député socialiste Paul Rego (ancien directeur de Republica), a presque tourné à la rixe. Le capitaine expliquait qu'il se contentait d'appliquer la constitution alors que Paul Rego engageait le fer contre le s libérations des chefs tortionnaires de la PIDE, la police politique salazariste.

Hier soir, la LCI tenait un meeting de mobilisation contre l'éventuelle libération de Spínola. Une manifestation est convoquée pour cet après-midi, par les groupes dynamisateurs d'Unité Populaire, qui ont animé la campagne d'Otelo de Carvalho. Cette initiative est soutenue par l'ensemble des organisations d'extrême-gauche l'UDP, LE MES, le MSU, le PRP et la LCI.

M.R.

LIBAN

TALL EL ZAATAR : L'ETAU SE RESSERRE

L'accord syro-palestinien du 29 juillet dernier qui prévoyait la création d'un comité supérieur libano-syro-palestinien ne semble pas prêt d'aboutir.

En effet, à l'issue de la réunion du « Conseil politique central des partis et forces nationalistes et progressistes », présidée mardi soir par le leader du Parti socialiste progressiste, Kamal Joublatt, celui-ci s'est déclaré « convaincu que les forces isolationnistes (extrême-droite libanaise) n'étaient pas sérieuses du tout tant dans la recherche et l'application d'un cessez le feu que dans leur volonté de réunir le comité supérieur ».

Les affrontements particulièrement meurtriers qui embrasaient à ce moment les zones est et ouest de Beyrouth, tandis que la bataille autour de Tall el Zaatar atteignait un point culminant avec échange de tirs d'artillerie, de missiles, etc., illustraient avec force ces propos.

Une violente déclaration contre les manœuvres des forces conservatrices « qui veulent gagner du temps afin que les dernières poches de résistance soient liquidées avec l'appui de l'armée syrienne » a constitué, avec un nouvel appel à la Ligue arabe, l'essentiel des propos de Joublatt. Mais le leader du PSP annonçait aussi la création d'une « Armée Populaire de Libération » invitant « tous les sympathisants » à s'y enrôler. A part le montant des soldes - 160 dollars par mois pour les officiers - aucun objectif politique ou militaire de cette armée n'a été précisé.

« Combien de temps encore ? » est la question que l'on peut se poser à propos de Tall el Zaatar. Les conséquences de la dernière attaque ont été particulièrement dramatiques pour les palestiniens. La Croix Rouge évalue le nombre des assiégés entre 10 000 et 30 000 et qualifie d'exagérés les chiffres donnés par la radio conservatrice concernant les réditions. Cependant un véritable exode a commencé pour les populations libanaises musulmanes des environs du camp ainsi que dans le quartier de Naaba récemment tombé aux mains des phalangistes. La partition, comme état de fait, s'accélère - en même temps que les pressions se font plus fortes sur les secteurs progressistes.

Si le sud Liban voit ses deux portes maritimes fermées (Tyr et Saïda), combien de temps pourra-t-il tenir, pris entre le blocus syrien d'un côté et israélien de l'autre ?

AFRIQUE DU SUD

LA RESISTANCE DE LA POPULATION NOIRE

Les dispositions sur la détention préventive qui autorisent pour des raisons de sécurité intérieure l'emprisonnement, sans aucune preuve, de simples suspects, vont être étendues à tout le territoire a annoncé le ministre sud africain de la police et de la justice.

La situation reste tendue à Johannesburg. Des policiers armés se trouvent dans tous les autobus se rendant à Soweto et à Alexandra. Les autobus avaient été la cible des jeunes manifestants, qui en avaient lapidé et incendié plusieurs. Mercredi des groupes de jeunes qui tentaient une nouvelle fois d'empêcher les travailleurs de quitter la cité ont été dispersés par la police.

Mais si la situation est relativement calme à Johannesburg, des incidents continuent à se produire dans toute l'Afrique du Sud. Des incendies d'écoles et de bâtiments publics ont eu lieu dans une douzaine de cités africaines. Des manifestations de centaines d'étudiants ont été dispersées par la police à Westonaria dans le Transvaal, à Garankua où 15 étudiants ont été arrêtés et à Mohlakaneng où il y a eu 8 arrestations.

Près des mines de diamant de Lichtenburg un violent incendie a détruit les immeubles de l'administration «bantou», deux écoles et des véhicules officiels. A Bellville, un collègue pour mépris a été lui aussi incendié. L'université métis de la même ville avait déjà été incendiée et ses étudiants sont en grève, comme ceux de l'université indienne de Durban en solidarité avec les «victimes de Soweto». Trois cent lycéens ont été arrêtés à Shashe pour avoir lancé des pierres sur leurs professeurs.

Dans le bantoustan de Bophutatswana où le parlement avait été

incendié lundi, plusieurs écoles ont été fermées en raison des manifestations étudiantes.

Des voitures de l'administration ont été attaquées à Malemodi lors d'une manifestation d'étudiants. Enfin, à Langa, principale cité noire de la région du Cap et à Guguletu des unités de la police anti-émeute ont été envoyées alors que des centaines de jeunes commençaient à se rassembler.

Les mines de phosphates de Fos-Bucra, au Sahara Occidental sont privées d'énergie électrique à la suite du plus important sabotage commis contre les installations par des commandos du Front Polisario.

L'opération qui s'est déroulée à la fin de la semaine dernière a débuté par un bombardement du tapis transbordeur de minerai. Il s'agissait d'une opération de diversion pour attirer les troupes marocaines et permettre aux commandos sahraouis de faire sauter quatre pylones de la ligne à haute tension assurant le fonctionnement des machines et du transbordeur des mines de Bucra, ajoute le journal.

● Moktar Ould Daddah, président de la république mauritanienne a recueilli 99,99 % des voix lors de l'élection présidentielle de dimanche. Le même résultat a été obtenu, selon le ministre d'état à la souveraineté intérieure, dans la partie mauritanienne du Sahara occupé par la Mauritanie.

RHODESIE

RAID CONTRE LE MOZAMBIQUE

Après l'attaque par les guerilleros du «Zimbabwe» avec l'appui de l'armée mozambicaine du Frelimo d'un camp militaire rhodésien en bordure de la frontière entre la Rhodésie et le Mozambique, les troupes rhodésiennes ont entrepris un raid de représailles dimanche dernier contre une base de l'«Armée de libération du Zimbabwe» qui a coûté la vie à plus de 300 guerilleros et 40 mozambicains dont 30 soldats du Frelimo. L'annonce officielle de ce raid mardi a été suivie mercredi matin par le bombardement au mortier et à la roquette d'un camp de l'armée rhodésienne proche de la ville frontalière d'Umtali qui n'aurait fait qu'un seul blessé.

Cette contre-représaille illustre

l'escalade de la guerre entre le gouvernement Smith et les partisans noirs du Zimbabwe. Le fait que le gouvernement rhodésien ait accusé le Frelimo du Mozambique d'avoir participé à des opérations contre la Rhodésie risque de donner une autre dimension au conflit ; ainsi la délégation mozambicaine a déclaré lors de son départ à la Conférence préliminaire au sommet des Non-Alignés de Colombo qu'elle allait demander à la conférence de débattre de «La Libération de la Namibie, du Zimbabwe (Rhodésie) et de l'Afrique du Sud».

La délégation du Mozambique compte également demander une aide financière pour l'application des sanctions contre la Rhodésie.

COMMUNIQUE DU COMITE COREE

Pour le rétablissement de la démocratie en Corée du sud
Pour l'évacuation des troupes étrangères
Pour combattre le régime de Séoul et ses agents en France

Le comité Corée récemment créé afin de lutter pour le rétablissement de la démocratie en Corée du Sud, proteste contre le projet du gouvernement français de vendre au régime de Séoul les éléments de deux réacteurs nucléaires dont on sait que les sous-produits peuvent être utilisés pour la fabrication de l'arme atomique.

Comme l'Afrique du Sud, comme l'Iran, pays que la France équipe également d'une infrastructure nucléaire, la Corée du Sud qui se targue dans les placards publicitaires de sa «démocratie libérale» est un régime d'oppression sanglante : il ne se maintient que par la répression, les enlèvements - y compris à l'étranger - la torture et l'assassinat politique.

Quant à son développement harmonieux, il repose sur un déficit extérieur considérable et sur l'aide constante du monde capitaliste.

Non seulement le gouvernement français accorde des crédits à un tel régime, mais il n'hésite même pas à le doter de redoutables moyens atomiques.

Nous demandons que le gouvernement français ne fournisse pas de réacteur nucléaire à la Corée du Sud.

Nous appelons l'opinion publique à exiger le rétablissement des droits démocratiques en Corée du Sud, la libération des prisonniers politiques et notamment celle du poète Kim Chi Ha, menacé de mort.

Adresse : M.F. Kahn - BP 5707 - Paris Cedex 07

Gégène au quai des Orfèvres ? (suite)

UN CO-DETENU DE BARRETO TEMOIGNE

Nous ne nous attendions certes pas à avoir immédiatement une réponse aux questions que nous posions hier soir sur l'affaire Barreto, ce détenu portugais qui aurait été torturé à la «gégène» dans les locaux du quai des Orfèvres. Et nous n'en n'avons pas reçue. Pas le moindre commentaire officiel, pas le moindre démenti. Le silence.

Et pourtant une plainte a été déposée. Et pourtant une enquête semble bien avoir été entreprise

puisqu'unco-détenu de Barreto a été entendu par un magistrat.

Ce détenu, Jean-Claude Reilles, condamné il y a déjà plusieurs années, connu de l'administration pénitentiaire pour prendre la défense de ses camarades de détention, a fait la connaissance de Barreto en prison. Ce dernier ne sachant pas écrire le français, c'est Reilles qui a retranscrit son récit qui a servi à la constitution de la plainte.

La lettre de Jean-Claude Reilles

J'ai fait la connaissance de Victor Barreto Diaz durant les heures de promenade, à la prison. Comme il me paraissait extrêmement perturbé psychologiquement je me suis lié de sympathie pour ce jeune garçon. Au bout de quelques semaines il en vint à me confier qu'il avait été torturé, et de quelles façons, par des policiers du quai des Orfèvres.

Révolté avec Barret Diaz d'une telle conception fasciste des droits de l'individu je conseillai à Diaz :

1) De changer d'avocat
2) De porter plainte (à ce sujet, j'ai eu le souci d'aviser Diaz qu'en général la magistrature a tendance à étouffer toutes plaintes visant des policiers, aussi légitimes soient les plaintes.) Il faut bien croire que les policiers sont bien de mon

avis, puisqu'ils torturent tranquillement, sans craintes de poursuites pénales. Et je comprends bien que les plaintes pour tortures soient vite mises sous le boisseau, car si quelques unes arrivaient, les policiers seraient capables, après avoir «rendu leurs armes», il y a peu, de rendre les fameuses gégènes. Les magistrats veulent s'épargner cette gêne, on les comprend bien.

Barreto Diaz se montrant déterminé à porter plainte et n'écrivant pas le français correctement du fait de son origine portugaise, je me proposais de retranscrire son récit. Après s'en être montré très satisfait, Barreto Diaz l'a signé, et en a confié quelques copies à des tiers, dont une copie à son défenseur M^o Henri Leclerc. Moi même j'en ai

gardé quelques copies, mises en lieu sur.

Qu'on vienne aujourd'hui m'interroger parce que j'ai rédigé le récit de Diaz ne m'étonne pas tellement. Je me doute que toutes les obstructions possibles seront faites à cette plainte.

En somme, dans cette affaire, je suis obligé de conclure que j'ai bel et bien agi dans l'esprit et la lettre du code de procédure pénale, qui fait obligation de dénoncer les crimes qu'on peut connaître. Voilà ce que je peux vous dire de cette affaire.

J'envoie une copie de ma déclaration à mon défenseur ; enfin je me réserve le droit de faire connaître que j'ai fait l'objet d'un interrogatoire et de rendrepubliquema réponse. Je relis et je signe
Reilles Jean Claude

MAIN BASSE SUR LA PRESSE

Hersant propriétaire, entre autres, du Figaro depuis quelques mois, serait en pourparlers avec Paul Winkler qui vient de racheter France-Soir. La conclusion de l'affaire devrait se faire avant la fin de la semaine. C'est par l'intermédiaire de l'une des sociétés qu'il contrôle que Hersant rachèterait 50% du capital de Presse-Alliance (société constituée le 16 juin par Winkler pour racheter France-

Soir). C'est Hersant qui serait le patron administratif de l'ensemble et pourrait ainsi rentabiliser le réseau de transmission par fac-similé à des imprimeries de province mis en place pour le Figaro.

Mais le projet dépasse le cadre d'une simple rentabilisation capitaliste. C'est de la mise en place d'un réel journal gouvernemental qu'il s'agit. Nous y reviendrons en détail.

Ceccaldi ce matin devant la commission de discipline pour crime de lèse-pétroliers

UN JUGE DEVANT LES JUGES

Ce matin, dans les locaux de la cour de cassation au palais de justice de Paris, le substitut Ceccaldi se présente devant la commission de discipline du parquet. C'est à la demande du garde des sceaux que la commission se réunit, chargée de dire ce qu'elle pense du refus opposé par Ceccaldi à sa mutation à Hazebrouck en tant que procureur. Ceccaldi, on s'en souvient, avait refusé cette promotion qu'il estimait être une sanction déguisée pour n'avoir pas voulu étouffer le scandale des pétroliers de Marseille.

On reproche aussi à Ceccaldi d'avoir manqué à l'obligation de réserve, en multipliant les déclarations dans la presse au moment où sa mutation a été rendue publique. Ce type de reproche est traditionnel chez les fonctionnaires chaque fois que l'un d'eux fait connaître publiquement une entourloupette.

La commission, dont seuls deux membres sont élus alors que les autres sont nommés par le garde des sceaux, aura donc à se prononcer sur ces deux chefs, refus de poste et manquement à l'obligation de réserve. C'est à elle de dire s'il y a eu faute et à proposer éventuellement une sanction. Mais c'est le garde des sceaux qui prendra la décision définitive. C'est dire si sa décision sera avant tout politique, et

tiendra compte surtout de l'état de mobilisation des magistrats ainsi que des répercussions qu'une sanction pourrait avoir, alors que le scandale pétrolier avait soulevé une certaine émotion dans l'opinion publique.

Enfin il faut rappeler qu'une centaine de magistrats qui avaient participé à la grève du mois de juin pour protester contre les menaces de sanction proférées par Lecanuet contre Ceccaldi ont reçu depuis quelques semaines un avertissement

de leurs chefs de juridiction respectifs. C'est une circulaire de Lecanuet aux procureurs généraux et aux premiers présidents qui a déclenché la vague des sanctions. D'ores et déjà, le Syndicat de la Magistrature envisage de déposer un recours collectif devant le conseil d'Etat. Nul doute que Lecanuet devra tenir compte de ces réactions avant de prendre une décision définitive dans l'affaire Ceccaldi qui promet de rebondir.

G.M.

Interdit aux chiens, sauf policiers

21 détenus étaient appelés à comparaître devant le tribunal de Grande Instance de Nancy. Ayant la psychose de l'évasion ou de la prise d'otages, les policiers ont fait appel à « CRAKO » pour garder la salle d'audience. « CRAKO » est un superbe berger allemand de 18 mois, qui est sagement venu s'asseoir devant la porte. On ne sait pas si les policiers, confiants, ont été boire un coup pendant le déroulement du procès. Toujours est-il que les pandores satisfaits ont désormais décidé de faire appel à la brigade canine pour ce genre de tâche.

L'adjudant chef du Palais de Justice de Paris, nous a confirmé par téléphone, que si les chiens étaient interdits dans les couloirs et les salles du palais, exception était faite pour les chiens policiers en mission. A quand des Rantanplan pour garder les rames de métro ? Et des miradors, ainsi que des étoiles jaunes pour bien reconnaître les détenus dans les couloirs du palais.

Naussac

Vers une journée Lozère morte

Lors de la marche sur Naussac, 600 CRS étaient logés dans un collège gracieusement prêté par l'évêque. Le colonel Crespin et le Préfet conféraient ; sacrée alliance du sabre et du goupillon.

Le Comité de Défense de la Vallée avait, démocratiquement, décidé de ne pas aller jusqu'au village même, au vu des réticences de la population. Le PCF en rajoutait, dénonçant le péril gauchiste et le « folklore de ces chevelus ». Mieux vaut, sans doute, attendre 78. Les maos de l'Humanité Rouge s'embarraient fort peu du Comité puisque, alors que celui-ci expliquait qu'aller au village « c'était desservir la lutte et aller à l'encontre de la volonté des paysans », ils appelaient à poursuivre la marche.

Le fait marquant, c'est la construction, nouvelle, d'une unité paysanne qui peut permettre un nouveau rapport de forces face à l'Etat et surtout à sa justice ; c'est ce paysan du Larzac qui déclare : « comment peut-on faire confiance à une justice qui, lorsqu'un paysan demande à expliquer au juge la différence entre propriétaire et fermier, s'entend répondre : taisez-vous, vous faites de la politique ».

Cette unité doit trouver un débouché dans l'alliance avec les travailleurs et leurs organisations. La CGT semble accepter la perspective de la journée « Lozère morte ». Revirement ?

Correspondant Montpellier

EVACUATION DES USINES AMTEC A VILLEURBANNE ET CHASSIEU.

Les CRS ont fait évacuer mercredi matin deux usines du groupe AMTEC-France à Villeurbanne et Chassieu (Rhône). Les ouvriers occupaient les usines depuis 4 mois pour protester contre la fermeture prévue de ces entreprises, spécialisées dans la fabrication de tours multibroches et qui employaient 3600 salariés.

Les CRS ont procédé à l'évacuation des ouvriers qui se trouvaient dans les ateliers en exécution d'un jugement en référé du 17 juin.

Amtec-France fait partie du groupe américain Litton.

AFP

SNIAS

A QUAND LA VRAIE BATAILLE ?

Dès la rentrée des vacances, les travailleurs de la S.N.I.A.S. (Société Nationale des Industries Aérospatiales) se sont mobilisés dans l'unité syndicale CGT-CFDT pour protester contre la fermeture de l'unité de Chateauroux-Déols, la sup-

pression du bureau d'études de la SNIAS-Suresnes, et pour « défendre l'industrie aérospatiale française et mettre un terme aux interventions policières dans les usines de la société. »

Le « temps fort » de cette semaine d'action et d'information était ce mercredi 11 août à Suresnes où un meeting réuni en plus des travailleurs du bureau d'études, une forte délégation de l'usine de Déols (évacuée par la police le 30 juillet) et des représentants de nombreuses entreprises de la région parisienne, et de syndicats (UL CGT Gennevilliers, UD CGT Hauts de Seine, Thomson, Bagneux, EDF Asnières, Solex, Dassault Saint Cloud, UAP et Framatome Défense).

Pour appuyer le meeting : une heure de grève sur place. D'après la direction de Suresnes, 200 dessi-

nateurs devaient être mutés à Toulouse mais là-bas, aucun poste n'est prévu pour eux. Cela pue à plein nez une préparation aux licenciements.

Deux prises de parole par des syndicalistes de Chateauroux et de Suresnes dénonçaient « l'abandon » national devant les américains et le pompage de la SNIAS par Dassault. 400 à 500 travailleurs présents se voyaient récapituler la lutte de la SNIAS Chateauroux et la situation générale de l'entreprise et du Concorde, mais face aux « interventions des CRS, qui ont également menacé à Suresnes, fin juillet, de confisquer la maquette du Fouga » il n'a été

opposé que « la dignité tranquille des travailleurs ».

Cela suffit-il à faire reculer la direction et jusqu'à quand ? De plus, face à la liquidation largement entamée par des usines, une seule perspective a été donnée : attendre la rentrée. C'est à petits pas que la mobilisation est faite.

On le comprend d'autant mieux que le PCF veut en faire son affaire. D'ailleurs, pendant le rassemblement, des membres de la délégation CGT de Chateauroux distribuaient tranquillement un numéro spécial de « La Marseillaise », journal du PCF de l'Indre.

Ferdinand

Marseille

AUJOURD'HUI GREVE GENERALE DANS LES BANQUES

Aujourd'hui 12 août, les employés de banque de Marseille font grève à l'appel des syndicats CFDT, CFTC et FO pour exiger la réintégration d'une employée licenciée par la banque française commerciale.

Cette employée, Mme Di Vuelo travaillant depuis 15 ans dans cette banque avait eu il y a quelques temps un accident qui ne lui permettait plus de travailler sur les machines comptables. On pouvait la reclasser ailleurs mais pour les banquiers il n'y a aucune différence entre les machines et les travailleurs qui les utilisent. Quand ils ont une « panne » on les licencie. Avec le taux de chômage que l'on sait, le recrutement est facile.

Et tout ceci au mépris de l'article 73 de la convention collective qui stipule que « sont exemptés de travail aux machines comptables les agents malades sur présentation d'un certificat médical ». Cette

décision de licenciement a reçu l'assentiment de tout le patronat des banques dont les 6 représentants ont, le 6 août, en commission paritaire régionale voté pour le licenciement, les 6 délégués syndicaux votant contre. Personne ne s'étonnera qu'à l'issue de cette réunion houleuse les directeurs de banque aient été « retenus » par des militants syndicaux qui les ont sommés de s'expliquer sur cette violation flagrante de la convention collective.

Comptant sans doute sur la démobilité des vacances, le

directeur de la banque française commerciale a fait prévenir Mme Di Vuelo de son licenciement le samedi 31 juillet, ajoutant, « il est inutile de vous rendre le lundi 21 août à votre travail en raison de notre dispense de préavis ». Voilà un directeur qui a peur des remous.

Le 12 août la riposte doit être d'autant plus forte que ce licenciement suit le cas d'un employé de la banque Bonasse dont le 21 juillet, la commission paritaire régionale avait refusé le licenciement et que la direction refuse de réintégrer.

Correspondant Marseille

Artelec

(ex Grandin)

menacé de fermeture

Moins d'un an après le redémarrage de Grandin (radio-télévision) à Montreuil, la société Artelec qui a repris ses activités connaît de nouvelles difficultés financières et s'apprête à déposer son bilan.

Souvenons-nous : Grandin, une lutte de huit mois pour le maintien de l'emploi terminée par un compromis qui prévoyait la réembauche de 200 personnes sur les 500 que comptait Grandin. La nouvelle société avait démarré avec la promesse d'un marché de 35 000 postes par an assuré par la Régie Renault, et un engagement de prêt du FDES, organisme gouvernemental, de 600 millions de francs. En fin de compte les 600 millions n'ont pas été versés que 6 mois plus tard, et les banques ont refusé leur concours. Les travailleurs qui avaient été contraints de laisser sur le carreau plus de 300 d'entre eux, se retrouvent maintenant dans la même situation précaire.

« Après Lip, après les atterrissements du pouvoir chez Griffet, la menace sur Artelec, n'est-elle pas la nouvelle étape d'une pitoyable tentative gouvernementale de démoralisation tendant à démontrer aux victimes de la crise du capitalisme que la lutte est inutile », se demande la fédération CGT de la métallurgie.

REPRISE FIN AOUT A GRIFFET. Après bien des tergiversations, et malgré la mauvaise volonté des pouvoirs publics qui n'ont pas accordé les crédits prévus, l'entreprise Griffet doit redémarrer fin août annonçant hier soir Maurice Genoyer PDG de l'entreprise. Elle redémarrera avec une cinquantaine d'ouvriers alors qu'elle en comptait 400 au moment de la mise en règlement judiciaire... Les Griffet qui occupent leur entreprise depuis dix huit mois ne se font guère d'illusions, ils savent qu'ils devront rester vigilants car rien n'est encore définitivement gagné.

TRIBUNE des luttes

CONTRE LA SECHERESSE

I. Aides directes :

— Chiffrer les pertes par exploitation (elles sont environ de 15 000 Fr par travailleur exploitant). Cette somme est à donner par l'Etat.

— Demander un acompte de 5000 Fr immédiatement pour vivre et garder les moyens de production pour chaque exploitant qui ne dépasse pas le cumul.

II. Revendications par rapport aux firmes :

● **Lait** : Prix indicatif à 100 % (qui est 87, 37 centimes L. départ ferme, du 1^{er} avril au 12 septembre 76) immédiatement, jusqu'à 3000 litres par mois, ce qui correspond à faire disparaître la péréquation été-hiver.

Pas de taux de résorption.

● **Viande** : Obligation d'enlever les bêtes à un prix payé à tous les producteurs qui soit au moins égal au prix d'orientation, y compris pour les bêtes de réforme de toutes catégories.

● **C.A.** : Année zéro sans intérêt (décalage d'annuités sur la fin de l'emprunt), pour les prêts d'équipement et d'élevage.

Pas d'emprunts nouveaux pour en rembourser d'anciens, mais dans les situations difficiles ; transformer le court terme en moyen terme et pas de pénalité pour les retards de paiement.

● **M.S.A.** : Pas de cotisation au dessous d'un certain revenu cadastral (1000 Fr).

Pour ceux qui sont au dessous du cumul, pas de pénalité de retard (couverture sociale maintenue de toute façon).

● **C.M.R.A.** : Comme M.S.A. (couverture sociale maintenue)

● **Entreprises d'approvisionnement** : Taxation avec un prix plafond pour tous les produits nécessaires à l'agriculture

III. Commissions communales élues par les paysans :

— Elle veilleront à la répartition des fourrages.

— et à l'application des revendications ci-dessus.

— Elle veilleront à ce qu'il n'y ait pas de saisies ou d'obligation de faire de nouveaux emprunts.

Paysans travailleurs Rhône Alpes

Sécheresse

LE PCF PROPOSE UN PLAN TOUTES CATEGORIES

On ne peut faire reproche au Parti communiste de ne pas s'être occupé de la sécheresse. C'est un fait que l'appareil du Parti, ses élus, n'ont pas ménagé leurs efforts pour dénoncer l'inertie du pouvoir, et L'Humanité s'en était largement fait écho. Mais, comme nous le soulignons à l'époque, le Parti communiste était plus soucieux de se poser en meilleur gestionnaire des intérêts globaux de l'« agriculture française » que de la défense des petits et moyens paysans. Il préférerait mettre en avant les mesures qu'aurait prises un gouvernement de gauche plutôt que mobiliser les petits agriculteurs pour la défense de leurs intérêts immédiats... Le plan de sauvegarde présenté mardi par le groupe communiste à l'Assemblée est dans la droite ligne de cette politique.

Le plan du PC demande d'abord une simplification et une accélération de la procédure de déclaration de zone sinistrée qui ouvre droit aux aides de l'Etat... Il propose une évaluation « objective » des dommages causés qui tienne compte de « l'ensemble de l'économie du complexe agro-alimentaire ». Une belle formule dans laquelle il est difficile de discerner les différenciations d'intérêts qui existent entre petits et gros paysans. Les aides envisagées prévoient des reports d'un an des remboursements d'emprunts, une prime de conservation du cheptel sans limite pour les grosses exploitations, une exonération des cotisations et impôts, une indemnisation forfaitaire par exploitation pour les petits revenus.

Rien de bien nouveau quand on connaît le plan de sauvegarde des Chambres d'agriculture, un

haut-lieu du syndicalisme des notables. Les seules différences résident dans la demande de blocage des prix des aliments du bétail au niveau du tarif du premier semestre 76 et dans la proposition de suppression de la TVA sur les engrais.

Il faut signaler comment le PC justifie l'indemnité forfaitaire allouée aux revenus qui n'excèdent pas le revenu imposable : c'est la faute à l'insuffisance de la politique de soutien des prix. Pas un mot sur le fait que ce soutien des prix privilégie avant tout ceux qui produisent le plus et dans les meilleures conditions, les céréaliers du Bassin parisien, par exemple.

Il s'agit pour le PC de montrer qu'il est le meilleur défenseur des intérêts du secteur agricole sans détermination de classe. A preuve les mesures très favorables proposées pour les industriels agro-alimentaires : on leur promet même un moratoire financier. Pourquoi pas puisqu'ils ne font pas partie de quelques grands monopoles.

Ainsi, un projet de loi pour le PC, c'est quelque chose de sérieux, il s'agit de se montrer responsable et surtout de ne s'aliéner aucune des couches qui pourraient voter Union de la gauche. Rien d'étonnant que ce projet de loi soit même en retrait sur les premières propositions des parlementaires communistes qui parlaient d'une prime de conservation du cheptel plafonnée au niveau du cheptel moyen d'une exploitation familiale. Décidément, c'est difficile de défendre les intérêts de la petite paysannerie sans se mettre à dos les couches paysannes.

Lopez

Hernu les pacifistes et l'ennemi intérieur

« Quand je vois des pacifistes qui ne dénoncent que l'armée française, j'ai tendance à croire que leur pacifisme est au service d'un grand ou d'un autre ». Ce n'est pas Bigeard du fond de sa retraite de Toul, c'est Charles Hernu, responsable en activité des affaires de défense du parti socialiste. Ce commentaire à pour objet la récente initiative des marcheurs non-violents pour la démilitarisation. Il pose quelques problèmes.

Relevons d'abord une contre-vérité. Hernu est mal informé (ce qu'on a du mal à imaginer), ou alors il ment délibérément (c'est difficilement pensable), quand il explique que les marcheurs pacifistes n'ont dénoncé que l'armée française. L'aspect internationaliste de leur action montrait tout au contraire qu'ils entendaient s'en prendre à toutes les armées. C'est même, soit dit en passant, cette hostilité irrécusable aux armées en général, quel que soit le régime et les intérêts qu'elles défendent, qui fonde notre grande divergence avec ces camarades. Pour ce qui nous concerne notre lutte contre le militarisme bourgeois, contre les armées du capital, ne se confond en rien avec un refus de toutes les armées. Nous sommes au contraire fermement convaincus que les Etats ouvriers ont à se doter des moyens de lutter militairement contre les agressions des armées ou des bandes bourgeoises. La constitution d'une armée rouge, dont les premiers éléments doivent être organisés dès les premières heures du processus insurrectionnel, est un élément indispensable à la défense de la révolution. Cette armée étant naturellement d'une nature totalement différente de celle des armées bourgeoises. Les courants pacifistes et non-violents qui sont à l'évidence composante du mouvement anti-militariste manifestent selon nous un idéalisme débridé dont les conséquences pratiques ne peuvent être que tragiques en période d'affrontements armés entre les classes. La défaite qui est à la clef est alors un peu plus importante que celle qui consiste à se voir refuser l'accès de l'Ossuaire de Douaumont...

Achevons par une inquiétude. Qu'Hernu exprime ses divergences avec les pacifistes, il n'y a rien là que de très normal. Qu'il les accuse d'être au service d'un grand ou d'un autre est une autre affaire. Surtout quand les positions des pacifistes sont aussi frauduleusement présentées. Les considère-t-il comme des ennemis intérieurs? Ministre des armées d'un gouvernement d'Union de la gauche Charles Hernu saisirait-il la Cour de sûreté de l'Etat pour faire obstacle aux menées pacifistes? Sa volonté de rassurer les cadres militaires est vraiment résolue à ne connaître aucune limite.

J.F.V.



Des tonnes de paille a manier, mais quelle sécurité pour les appelés?

Le mardi 3 août, un appelé a perdu une phalange d'un doigt de sa main gauche. Un wagon rempli de paille devait être déplacé, alors plusieurs bidasses l'ont poussé. Lorsque le wagon a heurté le butoir, la porte s'est violemment refermée, sectionnant la phalange.

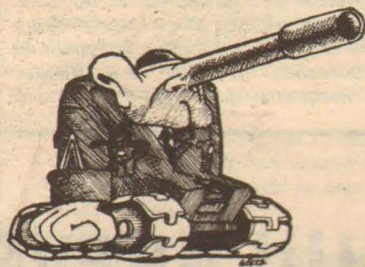
Quelques questions : pourquoi ne s'est-on jamais préoccupé des mesures de sécurité qui existent sur un wagon? Pourquoi avoir attendu qu'il y ait un accident pour dire aux bidasses qu'ils n'avaient pas à toucher aux wagons, que cela incombe à la SNCF?

Le soldat mutilé s'est vu demandé un compte rendu exact des faits en... six exemplaires, pour déterminer s'il a droit à une pension et à une convalescence!

Toutefois, d'autres problèmes de sécurité n'ont pas été pour autant résolus : nous continuons à voyager sans siège dans la caisse de camions où se trouvent des fourches : risque d'empiement. La cuisine roulante a failli exploser la

Armée

OPERATION "PAILLE 76"



semaine passée, le cuisinier a été légèrement brûlé...

Pendant tout le temps de l'opération Paille, ce n'est pas « la vie de château ».

La nourriture n'est pas très bonne, faible en quantité; le campement est infesté de guêpes - en une demie-heure, une cannette de bière avec un peu de soda dedans a été remplie de guêpes. Nous n'avons pas de quartier libre les soirs de semaine, mais une garde de camions inutile la nuit, en trois semaines : une seule perm de 48 heures...

La hiérarchie, elle, a été bien plus active pour la cérémonie de passation de commandement : des civils sont invités, toasts « pot de compagnie », on porte les treillis de défilé, on a disposé des bottes de paille autour du mat des couleurs...

Il lui faut rendre « agréable » le cotoiement de l'armée à la population, démontrer que « l'armée est au service de la nation lors des catastrophes « nationales » ; ainsi, la hiérarchie nous oblige, lors de nos rares quartiers libres à sortir en tenue militaire!

Comité de soldats du 27^e RI de Dijon

MARCHAIS CHASSE DES CHAMPS ELYSEES

Quand Marchais vient rencontrer les communistes du 8^e au Rond Point des Champs Elysées, les flics sont là avant lui...

Il était à peine midi, une trentaine de militants du Parti et cinquante journalistes, lorsque de toutes les directions des escouades de flics à képis, matraques en mains, entourent le début de rassemblement.

Les journalistes goguenards, les militants indignés : « j'espère que la presse rendra compte de ce qui se passe ici ». Sans violence, mais fermement, les flics entourent, repoussent, ceinturent l'attroupement. Il n'est pas question de rester. Mais, à ST Philippe du Roule, c'est autorisé : « tu penses bien, les Champs pour le Parti, c'est pas pour demain... »

Bon, résignation, tout le monde s'y attendait, il ne faut même pas trop discuter : « pas de provocations camarades, on n'a pas le rapport de forces ». C'est vrai. Mais quand même, dira une militante qui freine la progression en marchant pied à pied avec les flics : « on va à ST Philippe, mais on n'est pas forcé de se presser ».

Derrière les flics qui encadrent le rassemblement, un autre groupe arrive, plus combattif : « Ponia, fasciste, démission ».

Tout d'un coup, les journalistes courent vers l'arrière : Marchais arrive souriant, escorté d'une cinquantaine de militants. Il passe entre les flics, puis s'installe sur la place ST Philippe. « Si je dois vous parler de la société libérale avancée, je vous dirai seulement : regardez autour de vous ». Marchais souriant, assuré. Quelques cars de police s'en vont et lui font écho en le couvrant de leurs sirènes.

Marchais parle longuement : le 22^e congrès, la main

tendue aux chrétiens, l'appel aux gaullistes, la dictature du prolétariat dépassée, le PCF parti révolutionnaire, nous rendons hommage à Marx, Engels, Lénine, mais comment pouvaient-ils prévoir ce qui se passerait le 11 août 76? ... La peine de mort : « un homme qui tue un enfant, je vous demande est-ce qu'il est normal? Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux réfléchir, soigner, prévenir? » et « on peut s'interroger sur une société qui fait monter un homme à l'échafaud et qui n'est pas capable d'en faire monter sur le podium des Jeux Olympiques ». Le culte de la personnalité? « Nous en sommes guéris mais l'épidémie a gagné les partis de la majorité ». Quelques militants demanderont des autographes à la fin.

Un seul son de cloche discordant, un vieux travailleur, ancien maçon, ancien du Parti dans les années 20 et qui se demande : « ce Parti a changé M. Marchais, ce parti qui dans les années 20 dénonçait la religion comme l'opium du peuple; ce n'est plus le même qu'au congrès de Tours ». (congrès de formation du PC en 1920).

C'est vrai, Marchais le confirme, personne ici n'en doute plus, mais disons que les militants en ont l'air contents.

On se sépare là : « Camarades, chers amis, Georges Marchais sera la semaine prochaine à la S.N.I.A.S à Chatillon ».

Une petite question : « Mr Marchais, vous avez dit que vous accorderiez des interviews à tous les journaux, je suis de Rouge, voulez-vous...? » : « Non, là j'ai fini ». « C'est un refus pour maintenant ou un refus complet? » : « pour maintenant » m'a-t-il dit en partant d'un pas pressé.

Les flics, eux, étaient toujours là Philippe Verdo...

12 morts dans un hôtel à Paris

MOURIR A L'HOTEL...

12 morts, 8 hospitalisés dans un état grave : tel est le bilan de l'incendie qui a ravagé l'Hôtel d'Améri que près de Barbès dans la nuit de mardi à mercredi. C'était un hôtel comme tant d'autres, assez triste, un peu vétuste ou résidant les touristes égarés ou fauchés, les travailleurs immigrés et des locataires retraités.

Les inspecteurs de la sécurité avaient déclassé l'hôtel il y a quel

ques mois en ordonnant des travaux. Quelques uns étaient en cours mais le propriétaire ne forçait pas la dose puisqu'il avait déclaré à ses locataires qu'il avait vendu et qu'ils devaient vider les lieux d'ici le 15 août. C'est là, dans cette ambiance de négligence que le feu a pris banalement.

Des immigrés grillés c'est bon pour vendre du papier. Ainsi cet envoyé de « France-Soir » qui télépho

ne à la diffusion : « Envoyez des vendeurs, le secteur est très bon ». C'est bon aussi pour le journal de TFI : les cameramen marchent avec le Capitaine des pompiers pour tourner un bout de film dans la cour dévastée.

Evidemment les journalistes ne sont pas là pour mener l'enquête. La police, elle préfère avancer sans preuves une éventuelle cause criminelle à l'incendie.

ARZACH,

Bibliographie

Gir-Moebius est plus que prolifique. Impossible ici de donner une bibliographie complète. Signalons tout de même qu'il serait dommage de ne pas lire :

la série complète des Blueberry (Dargaud)

Le Bandard Fou (Editions du Fromage)

la collection complète de Metal Hurlant (pour Gir mais aussi pour les autres dessinateurs : Metal est actuellement la meilleure revue de BD)

l'album « Gir » de Futuropolis, qui regroupe, outre « La Déviation », les illustrations de Gir parues dans le Club du Livre d'Anticipation

Un recueil regroupant les bandes parues dans Hara Kiri, Pilote et l'Echo des Savanes doit sortir prochainement.

Tout ça et bien d'autres choses peut se trouver chez Futuropolis 45, rue Violet, 75015 Paris.

Bandes dessinées pour l'année

Quelles BD se mettre sous la dent pendant les vacances? Pas grand chose de nouveau côté des albums. Par contre les revues ont fait un gros effort et offrent des menus des plus alléchants.

L'écho des savanes (10 F). Toujours un peu inégal, L'écho parvient mal à retrouver son souffle après le départ des fondateurs Gotlib et Bretecher. Pour le numéro estival Mandryka fait appel à des valeurs sûres : les américains Shelton, Wood et Crumb (c'est pas très nouveau, mais c'est toujours aussi bon) et... Mandryka lui-même. N'empêche, le régal du numéro, ce sont les planches de Petillon : de plus en plus foudingue.

Fluide glacial (8 F) Avec Gotlib bien sûr qui s'y taille la part du lion. Des recettes éprouvées. Drôle, mais déjà vu. Alexis et Masse sont là aussi. Et puis Solé avec une adaptation parodique du « Tommy » des Who (« P'tit Louis ») qui vaut le déplacement.

Charlie (mensuel! 8F) s'offre la meilleure bande de l'été : La bascule à Charlot. Un Tardi qui fera date. La Bascule est un cauchemar dessiné sur le thème de la peine de mort. C'est froid et fou. Vers les dernières vignettes, on déglutit péniblement. Le reste de la revue est plus reposant, du Charlie classique, avec Paulette, les Peanuts et Andy Capp. Ronronnant.

Metal Hurlant (10 F). Tardi, qui n'arrête pas de dessiner tous azimuts y rode une nouvelle série, Polonius. Moebius donne la fin de The long Tomorrow. On dit trop de bien sur lui ci-contre pour s'étendre d'avantage, après tout, il ne nous paye pas. Forest revient, il n'avait pas sorti grand chose depuis Barbarella et Hypocrite. A le revoir aujourd'hui, c'est bien dommage : Forest, c'est tout de même quelque chose. Pour le reste : des nouveaux pas encore très convaincants, même s'ils sont prometteurs, Benoît et Mouchel, et puis un Druillet qui s'épuise. N'oublions pas enfin le supplément existe à souhait qu'est Talon haut dans l'espace : moralisant et outrancier, cette vieille bande est finalement bien prude. On ne déteste pas provoquer à Metal.

BLUEBERRY ET LA SUITE

LES BANDES DE MOEBIUS



Arzach : un album paru depuis peu sous la signature d'un certain Moebius. On l'ouvre et on n'en sort plus : pris que l'on est par ces quatre séquences qui y sont réunies. Une qualité graphique et une maîtrise de la couleur comme on en a rarement vu. *Arzach* est une petite révolution dans le domaine de la bande dessinée. Et même un peu au-delà.

Moebius n'est pas un débutant. Plus connu sous le nom de Jean Giraud ou Gir, il dessine depuis une dizaine d'années une série de succès : *Les aventures de Blueberry*. Dix huit albums constamment réédités, plusieurs distinctions dans des conventions diverses : des lauriers sur lesquels Gir aurait pu tranquillement s'endormir.

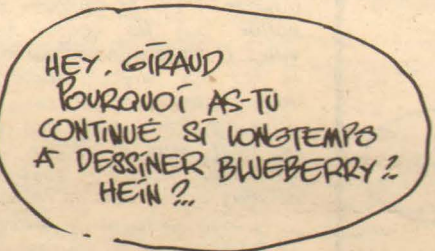
Mais le dessinateur a une petite particularité. Là où la plupart de ses collègues, y compris les plus doués, n'ont pour seul souci que d'améliorer leur style une fois trouvés héros et recette qui plaisent au public, Gir quant à lui ne cesse d'innover.

Les aventures de Blueberry, cette poule aux œufs d'or, aurait sans doute pu durer encore si Gir l'avait voulu. Mais non : il s'est arrangé pour faire disparaître son héros dans le dernier album, *Angel Face*, et il choisit d'investir le fic dont il dispose dans l'équipée de *Métal hurlant*, le canard de BD de science-fiction qu'il fonde début 1975 avec ses complices (Les « Humanoïdes associés ») : Dionnet, Druillet, Farkas.

La mort de Blueberry

Pour faire enfin ce qui lui plaît, en s'émancipant d'une série contraignante et peut-être alimentaire ? Non, Quand on lui pose la question, Gir ne se donne pas des airs de cracher dans la soupe. Blueberry, ce n'était pas le bague. En le dessinant, il prenait même son pied. D'autant plus que depuis longtemps (*La mine de l'Allemand perdu*, pour être précis), son héros s'était largement dégagé des contraintes inhérentes au western-dessiné-pour-journal-de-jeunes. Du temps de Blueberry, non seulement Moebius pointait sous Jean Giraud, mais Moebius œuvrait en toute indépendance déjà. Il n'a pas été nécessaire de tuer Blueberry pour dessiner tranquillement *Arzach*. La mort de Blueberry n'a pas été un aboutissement logique d'une série, au départ des plus traditionnelles, que Gir s'est arrangé pour subvertir totalement en cours de route.

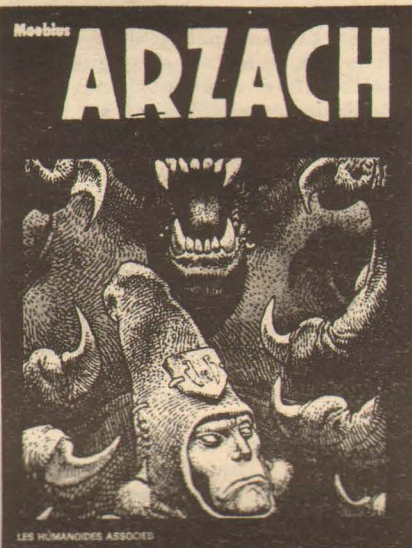
scénariste de *Buck Danny* et de *Tanguy et Laverdure* : on voit le genre. Tout change à partir du moment où Gir commence à mettre son nez dans le scénario : Blueberry devient alors un déchet social, un hors la loi traqué qui, bien entendu, ne fait pas de vieux os dans l'armée. Au dernier album, il est l'exact inverse d'un héros édifiant. Dans *Angel Face*, les cadavres s'accumulent plus encore que dans un film de Leone ou de Pekinpah. Blueberry du rouleau en vient même à tirer dans le dos de ses adversaires... ! Il est difficile d'aller plus loin dans le détournement des codes liés au genre.



Alors, d'accord : dans la dernière planche, Blueberry disparaît plus qu'il ne meurt. Une résurrection est possible dans un autre album. Les « fans » se lamentent. Pressions des lecteurs ou besoins de fic de Gir pourront expliquer ce tour de passe passe. Cette suite éventuelle sera inutile, rajoutée à un cycle cohérent qui marque un point de non retour dans un certain style de bandes dessinées, et plus largement dans le western où il n'y a plus de place pour les héros. Le dérisoire Blueberry de Gir est devenu le dernier western dessiné possible.

Dessin automatique

Moebius peut maintenant s'en donner à cœur joie. A y regarder de près, il ne s'est jamais trop brimé. Nombre de cases de Gir sont du Moebius tout pur. Gir n'a jamais pu s'en tenir à dessiner son cowboy. Bien avant *Fort Navajo* (le premier Blueberry, en 1965), il dessinait dans *Hara-Kiri*. Par la suite, des bandes comme *La déviation* ou *Le bandard fou* en ont dit long sur les plus paumés de toute l'histoire de l'Ouest. Sans parler de cette bande étonnante réalisée pour *L'écho des savanes*, *Le Cauchemar blanc*. C'est la seule bande de Gir qui soit explicitement politique. D'une sobriété rageuse, elle en montre plus sur le fascisme latent des Dupont-la-joie que bien des articles. C'est surtout une manière pour Gir de préciser que si, selon lui, un dessinateur de « petits mickeys » n'a pas à faire du didactisme politique à longueur de planche, il a, quant à lui, choisi son camp. Au cas où on n'aurait pas compris le sens de la liquidation de Blueberry...



Vient donc *Arzach*. Ou plus exactement *Métal hurlant*, puisque c'est dans cette revue que les séquences d'*Arzach* ont été publiées avant d'être réunies en album. Gir-Moebiusfysine en toute liberté et nous y étonne à chaque livraison. *Arzach*, c'est de la science-fiction... ou n'importe quoi d'autre. Gir reconnaît bienlontiers qu'en le dessinant, il ne savait pas trop où il allait. Le plaisir du dessin et du rêve y a sa logique propre. « Je dessine comme d'autres faisaient de l'écriture automatique ».

Déjà *Arzach* n'est plus qu'un souvenir. L'album est difficilement susceptible de suite. Ce qu'on trouve dans les derniers numéros de *Métal*, ce sont des personnages comme le major Gruber, ou Club, ce privé très spécial qui enquête dans un monde également très spécial. Dans le prochain numéro ? Allez donc savoir : Gir met un point d'honneur à avoir trois délires d'avance sur ses collègues dessinateurs.

Gir-Moebius est de ceux qui, avec Gotlib, Druillet, Tardi, ont en France puissamment œuvré pour que la bande dessinée sorte du ghetto de la presse « pour les jeunes ». Après la parution d'*Arzach*, il devient particulièrement difficile de la considérer comme un mode d'expression mineur.

J.F.V



Le héros initialement défini par le scénariste J.M. Charlier était un lieutenant de l'armée US, fort en gueule et bagarreur, ami des indiens, râlant contre l'autorité (mais défendant le même ordre qu'elle). Charlier étant aussi le

télévision

TF 1

- 12.30 Madame êtes-vous libre ?
- 13.00 John l'intrépide (série britannique)
- 14.05 La brigade des maléfiques (feuilleton)
- 18.40 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 20.00 Faits divers
- N°1 : Otages
- Ca' aurait pu payer...mais c'est décevant.
- 21.30 Il y a cent ans : Little big Horn
- Ce jour-là le 26 juin 1876 l'armée du général Custer était défaite à Little Big Horn, par les Sioux...seule grande victoire indienne qui ce soir nous est contée par leur descendants.
- 22.30 Jazz à Juan
- Oscar Peterson
- Le pianiste de jazz interprète, entre autres, « Mirage » « Body and Soul » etc

A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui madame
- 15.55 Annie agent très spécial (série américaine)
- 16.45 L'aventure est au nord
- 17.15 Les douze légionnaires (feuilleton)
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là, j'en témoigne
- 22 octobre 1941
- 18.40 Le palmares des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Fantomas contre Scotland Yard (1967)
- Un peu creux et sans consistance
- 22.05 Juke box

FR 3

- 19.05 Etranger...d'où viens-tu ? (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Mon ami Guignol
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cinéma d'hier
- le chemin de Rio (1936)
- Un film de Robert Siodmak sur la traite des blanches qui mérite d'être vu

VOUS SOUSCRIVEZ ?

Ancien total	363 370,25
CR Castres	205,00
MC instituteurs Blois	50,00
JR Lycéen Blois	100,00
AS	200,00
Sympathisant Orsay	500,00
Lecteurs Lucan	500,00
Sympathisante SNPA Lacq	300,00
Diffuseurs Lille	400,00
Daniel M Paris	200,00
Yves M	500,00
Un occitan du Festival d'Arles	30,00
Nouveau total	366 355,25

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à l'adresse du journal.
CCP Paris 4 501 42 R

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE	CODE POSTAL	
VILLE	TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)	
	FRANCE	COLLECTIVITES ETRANGER
3 MOIS	80 F	130 F
5 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F
TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)		
PERIODE CHOISIE » Du..... au.....		
15 JOURS	FRANCE 20 F	ETRANGER 33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	60 F	100 F

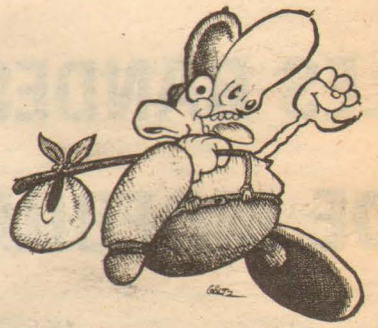
(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)
N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.



SUS AUX CAMPEURS

Le camping, c'est bien. Equipement léger, mobilité assurée : si on évite soigneusement les terrains « organisés », leurs douteuses conditions d'hygiène, leur raffut, leur entassement et surtout leurs prix de plus en plus prohibitifs, c'est comme un air de liberté. On se fait prêter un bout de terrain (rares sont les gens qui refusent), ou bien l'on s'installe dans un coin où l'on embête personne.

Manque de chance, le prince Ponia a décidé récemment que le camping « sauvage » était inconciliable avec le libéralisme avancé. Les risques d'incendie ont fourni le prétexte. Camper en dehors des enclos prévus pour ça, c'est maintenant assumé une sorte de guerrilla. A lire les témoignages que nous publions aujourd'hui, on se rend compte que les incendies ont bon dos.



BRETAGNE

UNE RECETTE DE VACANCES

Prenez un village du Sud-Finistère, par exemple P. pas très loin de la Pointe du Raz. Prenez une bande copains et un breton sympa qui leur prête un petit terrain en bordure de l'océan. Ajoutez enfin un petit propriétaire de résidence en bordure de mer. Et saupoudrez le tout de 2 ou 3 pandores. On peut y aller.

Premier acte. Nos 2 tentes ne sont pas encore montées qu'une dame « bien » nous invective, et nous somme de décamper. Dix minutes plus tard, la 4L bleue de la gendarmerie est sur les lieux. Explication : « Vous êtes à moins de 50 mètres de la mer. Le camping est interdit par arrêté préfectoral ». Sauf que c'est le seul bled concerné, et qu'il y a des dizaines de campeurs dans le même cas que nous. Les 2 pandores sont emmerdés, mais ils ont des ordres, ils sont prêts à verbaliser.

Deuxième acte. Nous on cherche pas l'affrontement. On est vacances. Avant de se déplacer de 200 mètres, on veut savoir. Le breton sympa est immédiatement informé. On cause un peu. On se rend compte qu'il y a certains désaccords entre ceux-du-village (les indigènes quoi) et ceux qui se font construire des villas au bord de l'eau (les étrangers). La dame qui ne nous aime pas est très amie avec l'épouse du maire. Ça se corse...

Troisième acte. Rencontre avec le chef de brigade. Derrière son bureau, mais très gêné. Même

qu'il s'excuse. La dame pas gentille, par épouse du maire interposée, a déclaré qu'une dizaine de jeunes chevelus ont envahi un champ devant chez elle. Le gendarme avoue qu'il n'a pas très envie de mesurer la distance qui nous sépare de la mer (au fait : selon quelles marées ?). Il nous glisse : « Ici c'est le maire qui est responsable de la police. C'est lui qui fait appel à nous pour le maintien de l'ordre. Nous ne sommes là que pendant les vacances. Et puis, c'est bientôt les élections, vous comprenez ? »

Final. Ben oui, P. est un de ces patelins qui risquent de virer à gauche aux prochaines municipales. Pendant que l'administration accorde d'immenses facilités à la petite bourgeoisie, la population dans son ensemble est laissée pour compte. Les habitants sont contraints de respecter scrupuleusement les textes. Pour d'autres il y a des arrangements possibles... A part ça le chômage augmente et les conditions de vie se dégradent.

Une vieille dame regarde le goémon à marée basse : « Il y a trois ans on le ramassait encore. Aujourd'hui il reste à pourrir. Il n'y a plus personne. Les jeunes vont en mer sur les gros bateaux de pêche. Ça paye plus ».

Morale : c'est pas les vacances pour tout le monde.

A.F et quelques copains chevelus.

LANDUEDOC

LA CHASSE AU SAUVAGE

Le sauvage, c'est ce maçon de Beaucaire qui installait, pour l'été, ses gosses dans une tente derrière une haie de canisses, aux Stes Maries de la Mer. Le sauvage, c'est ce vieux qui a construit - œuvre d'une vie - sa cabane au bord de la « canalette » ; un tamaris trône en plein milieu du « séjour », car la cabane s'est agrandie et qu'il n'a jamais voulu couper « son arbre ». Le sauvage, c'est ce prolo, fils de pêcheur, qui vient le dimanche « poser son épervier » pour ramasser quelques anguilles. Le sauvage, c'est « l'indigène » qui vient se baigner à poil au phare de l'Espiguette et qui n'a jamais entendu parler de naturisme. Le sauvage, c'est toi ou moi, quand on plante la tente n'importe où, au hasard de la marche ou du vélo.

Ces sauvages là, on n'en veut plus. La chasse est ouverte. C'est le sauvage qui pollue, pas les égouts des villes. C'est le sauvage qui fout le feu aux forêts (rappelez-vous l'interdiction de camper prise par Ponia, alors que nul ne peut vous empêcher - si vous avez l'accord du paysan - de vous mettre dans un champ).

L'aménagement du littoral, ce fut la chasse au sauvage. Le camping sauvage - sur la côte - connut un « creux » en 73, mais aujourd'hui, il reprend du poil de la bête, surtout parce que les campings sont surchargés et chers. Et oui, même quand il y avait des moustiques et pas de béton sur les plages, c'est près de 300 000 sauvages qui campaient, sans compter les 50 000 baraquiers (1965). Dans son « rapport au gouvernement », la Mission interministérielle en 68 considérait que la population locale qui passait la journée à la mer « occasionnait la pollution des plages sans marées, par ses papiers et déchets » : les « gens », pas les usines, ni les égouts !

Il y avait aussi tous ceux qui depuis de longues années ont construit 10 000 baraques, avec leur WC en « ringuette » sur le marais, bâties sur des terrains qui n'appartenaient à personne et que les municipalités toléraient. En 68, la Mission met en place une politique de « répression systématique » dit-elle et engage un Colonel de Gardes mobiles en retraite pour traquer les « constructions sans permis ». Aujourd'hui les cabanes sont rasées, ou bien l'on oblige les gens à acheter les terrains « viabilisés » pour y construire des « bungalows », normalisés (en 75, c'est cinq lieux qui ont été rasés).

Il y a ceux qui partent (50% en 1975) et ceux qui restent. Comme on s'en doute, il y a une histoire de classe sociale là dessous. Sur 100 qui partent, il y a 32 ouvriers, mais on n'en trouve plus que 23 sur le littoral Languedoc-Roussillon.

Dans les logements en dur, on trouve 23% de professions libérales et cadres supérieurs, mais simplement 12% d'ouvriers. En camping, par contre, la première catégorie ne fournit que 8% et la seconde 32%. Edifiant non ? Et, c'est bien sûr dans les stations anciennes que l'on trouve le plus de campings.

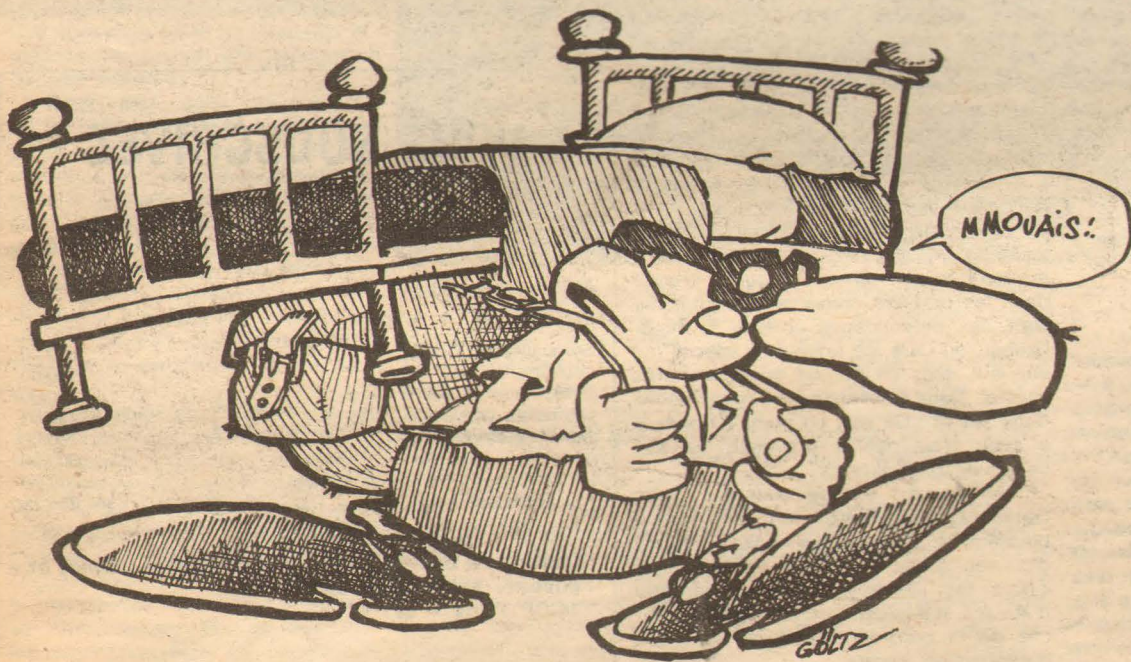
D'ailleurs, du camping social sans but lucratif, on n'en veut pas beaucoup sur la côte. Il n'y a que les riches comités d'établissement (EDF, PTT) qui ont pu équiper les VVF et campings (quatre étoiles obligatoirement). La « Mission » ne voulait que du camping « équipé, organisé et agréable » : « il est indispensable que les zones offertes aux visiteurs de la région l'aspect d'une région de vacances bien organisées ». C'est ainsi qu'on a accordé 1,6% du budget à l'aide au camping contre 11% aux ports. En 1973, il y avait selon Tourisme et Travail, 1,2M de places pour 6M de campeurs.

En principe, le quart des lits devait être consacré au « social ». Parmi eux, on trouve deux campings naturistes... dont on connaît la clientèle de cadres supérieurs. L'un au Cap d'Agde représente le quart des lits de la station, l'autre à Port Leucate 20%. Et n'allez pas croire que le naturisme soit une zone « sauvage ». Il y a des vigiles chargés de réprimer et d'expulser toute « manifestation de désir » : « si l'un d'entre eux manifeste physiquement un désir, il n'a qu'à creuser un trou dans le sable et attendre que ça passe » dira l'un d'entre eux !

En fait, globalement, c'est simplement 13% des lits qui sont accordés au camping « social » (4 étoiles !). Port Camargue s'en tire avec 7,5% seulement.

La chasse au sauvage, sur le littoral comme dans les terres de l'intérieur, c'est donc cette même entreprise de « prise en charge des loisirs ». Les sauvages gênent l'esthétique de la bourgeoisie, et l'efficacité de son réseau d'embrièvement. Vous croyez pas qu'on va vous laisser une maille pour vous échapper, non ? Concentration, parcage des touristes, déportation, des récalcitrants et en premier lieu de la population locale.

A.S



CORSE

DES PROFITS MENACÉS

Résultat de la campagne d'intox de la presse sur les attentats et plasticages en Corse: 30% en moins de touristes cet été (...). Depuis la fin Juillet une offensive anti-camping sauvage a été déclenchée, en particulier sur la côte est de l'île, entre Ste-Lucie-de-Porto-Vecchio et Bonifacio. Les ordres viennent de haut, et la gendarmerie visite systématiquement tous les lieux possibles de camping sauvage (plages, pinèdes). A chaque fois, c'est le même scénario : on ne verbalise pas, mais on donne 48 heures aux gens pour partir, en laissant entendre fermement que si on n'obtempère pas les choses pourraient tourner plus mal. Malgré tout, les campeurs ne bougent guère.

Les campings officiels sont au 3/4 vides, c'est la conséquence directe de la désaffection des touristes. Le 5 août une réunion des propriétaires des terrains a eu lieu pour jauger la situation: les recettes d'août s'annoncent encore plus désastreuses qu'en juillet ! Alors ces braves gens montrent les dents et déclarent qu'« ils passeront à l'action » si rien de sérieux n'est entrepris contre le camping sauvage. Tout ceci alimente les

rumeurs sur le terrorisme: certains campeurs ont réellement peur des réactions éventuelles de certains groupements d'exploitants corses.

Toujours est-il que le 6 août, au lendemain de la rencontre des propriétaires de terrain, le préfet s'est empressé de signer un papier interdisant le camping sauvage (il s'appuie pour cela sur un décret vieux de 15 ans). Forts de ce feu vert préfectoral les gendarmes verbalisent maintenant de plus en plus souvent.

Réaction intéressante des campeurs: eux qui n'ont que rarement des liens entre eux se mettent à discuter et tentent dans certains coins de se concerter sur l'attitude à tenir. A Pinarello une pétition de protestation circule. Elle sera envoyée au préfet. Un peu partout cependant les campeurs écoeürés envisagent de rentrer sur le continent si l'offensive anti-camping se durcit.

Par ailleurs, l'édition corse du « Provençal » annonce pour bientôt une offensive anti-nudiste, car selon certains l'impudeur sévit sur les plages...! A quand les barbelés ?

Claudette, Bernard